

Boussole 2023

**→ Marquer des points
pour notre pays
avec une bonne politique
économique !**

RESPONSABLES DE PROJET



RUDOLF MINSCH

est chef économiste et responsable
Politique économique générale
et formation chez economiesuisse.

rudolf.minsch@economiesuisse.ch



ROGER WEHRLI

est responsable suppléant
Politique économique générale
et formation chez economiesuisse.

roger.wehrli@economiesuisse.ch



MICHELE SALVI

est collaborateur scientifique
Politique économique générale
et formation chez economiesuisse.

michele.salvi@economiesuisse.ch

Sommaire

02 La politique économique saura-t-elle rendre la Suisse pleinement concurrentielle ?

- 02 La compétitivité helvétique est à la traîne
- 03 Les caractéristiques d'une politique économique concurrentielle
- 04 Le bilan de la législature 2015–2019 laisse plutôt songeur

06 Comment prendre soin de la prospérité en Suisse ?

- 06 Les perspectives de la législature présentent un potentiel d'optimisation

08 Boussole 2023 de politique économique

- 08 Environnement économique : préserver les forces
- 11 Capital humain : prêts pour l'avenir
- 13 Marchés : le courage d'aller de l'avant avec l'ouverture des marchés
- 15 Écosystème d'innovation : créer des libertés

18 Conclusion : De retour en tête grâce à la politique économique !

→ Boussole 2023 : Marquer des points pour notre pays avec une bonne politique économique !

→ Chère lectrice, cher lecteur,

L'esprit de pionnier est inscrit dans les gènes de la Suisse moderne. On en trouve la trace dès l'industrialisation et l'ère des grands projets ferroviaires. Depuis le XX^e siècle en particulier, la Suisse et ses entreprises se veulent les championnes de l'innovation. Grâce à des conditions-cadre libérales et à l'ouverture sur l'étranger, les entreprises ont pu prospérer, s'adapter de manière optimale à leurs marchés et créer ainsi durablement des richesses.

Si, à juste titre, il va pour nous de soi aujourd'hui d'assumer un rôle de pionnier dans de nombreux domaines, il ne faut pas oublier ce qui nous vaut cette excellente position : Grâce à la compétitivité de son économie, la Suisse s'est bâti une prospérité sans précédent. Souvent, face à pareille réussite, on peut être tenté de se reposer sur ses acquis et de gérer le statu quo, sous prétexte qu'il y a plus à perdre qu'à gagner à aller de l'avant. Pourtant, dans un environnement international toujours plus dynamique, celui qui n'avance pas recule.

Le besoin de réformes qui s'est accumulé durant la législature 2015–2019 est particulièrement néfaste pour la place économique suisse. L'érosion de la compétitivité a, tôt ou tard, des effets sur notre prospérité. Si nous voulons rester aux avant-postes, que ce soit dans la recherche, le développement durable, la protection du climat ou le numérique, nous devons d'abord et surtout accroître à nouveau notre compétitivité. Dans les pages qui suivent, nous montrons ce qui est nécessaire, ce qui a manqué ces dernières années et quelles mesures courageuses doivent être prises durant la législature 2019–2023.

Nous vous souhaitons une lecture stimulante et inspirante.



HEINZ KARRER
Président
economiesuisse



MONIKA RÜHL
Présidente
de la direction

→ La politique économique saura-t-elle rendre la Suisse pleinement concurrentielle ?

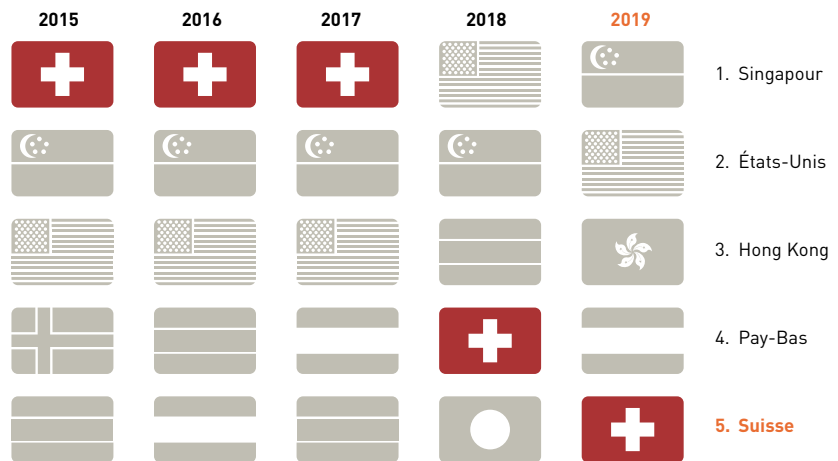
La compétitivité helvétique est à la traîne

La Suisse perd du terrain par rapport aux économies les plus compétitives.

Le recul de notre pays dans différents classements internationaux est préoccupant. Dans le Rapport sur la compétitivité mondiale publié par le Forum économique mondial (WEF), la Suisse n'occupe plus la première place depuis 2018. Pour rappel, de 2009 à 2017, elle se situait en tête des économies ayant le plus fort potentiel de croissance (cf. figure 1). L'une des principales raisons du déclassement observé est le recours à une nouvelle méthodologie, qui englobe et pondère davantage des critères «prospectifs» comme la capacité d'innovation et l'adaptabilité. Selon cette même méthode, la Suisse a encore reculé en 2019, pour tomber au 5^e rang. Le WEF n'est pas le seul à évaluer comparativement la compétitivité de notre pays. Le recul de celui-ci dans «l'indice de facilité à faire des affaires» de la Banque mondiale est encore plus brutal : Dans l'édition 2019, la Suisse n'arrive plus qu'en 38^e position, alors qu'elle occupait encore la 16^e place il y a dix ans. Le temps des discours rassurants est révolu ; nous devons admettre que la Suisse perd lentement mais sûrement de sa compétitivité.

Figure 1 :
Classement de l'indice de la compétitivité mondiale du WEF

→ La compétitivité de la Suisse continue de baisser : pendant la législature 2015–2019, nous sommes sortis du trio de tête.



Source : Rapport du WEF sur la compétitivité mondiale

La Suisse est certes encore solide, mais la tendance à la détérioration de ses indicateurs ne doit pas être prise à la légère. Nous reculons en particulier dans les domaines du dynamisme et des barrières commerciales, entre autres à cause de nombreuses complications administratives. En Suisse, créer une entreprise prend plus de temps que la moyenne par exemple. La situation est encore pire pour la réglementation du commerce transfrontalier. Dans une sous-catégorie du classement du WEF, celle de la complexité du système douanier, la Suisse se classe même bonne dernière parmi les 141 pays étudiés.

Ces différents résultats sont importants parce qu'ils ont un effet de signal

d'alarme non négligeable et pèsent sur les choix des entreprises en matière d'investissement. De nombreux gouvernements étrangers s'en sont avisés et ont pris des mesures – avec un succès remarquable, comme le montre le dernier indice. Ainsi, ces dix dernières années, les Pays-Bas, Singapour et la Corée du Sud, par exemple, ont fait de grands progrès et se partagent maintenant les premières places dans les classements. La Suisse, au contraire, risque de perdre encore des points. Face à d'autres pays qui connaissent de remarquables améliorations en matière de compétitivité et de réformes structurelles, elle ne peut pas se contenter du statu quo.

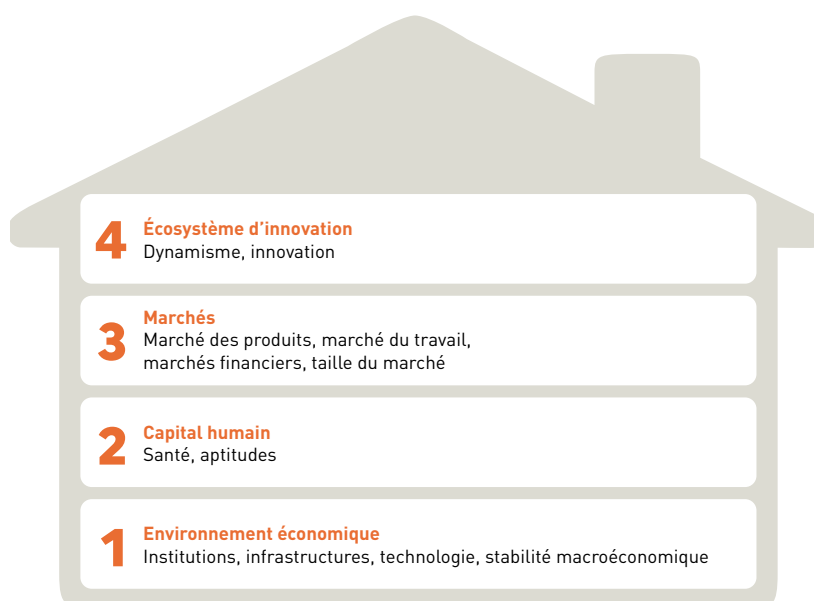
Les caractéristiques d'une politique économique concurrentielle

La compétitivité de la Suisse repose sur un environnement économique stable, un personnel bien formé, des marchés ouverts et un écosystème d'innovation performant.

Pourquoi certains pays affichent-ils une santé économique resplendissante et d'autres non ? Bien que les signes de la compétitivité d'un pays soient évidents – principalement un taux d'emploi élevé et de hauts salaires – il n'est pas facile d'en identifier les ressorts, parce que la compétitivité dépend de très nombreux facteurs. Toutefois, les études convergent et donnent de précieuses indications sur les points d'appui d'une bonne politique économique. Le WEF, par exemple, identifie douze « piliers » fondamentaux ayant un impact significatif sur la compétitivité. Ils se répartissent entre quatre domaines : environnement économique, capital humain, marchés et écosystème d'innovation (cf. figure 2).

Figure 2:
Les déterminants de la compétitivité

→ La compétitivité d'une économie dépend de divers facteurs, qui se renforcent mutuellement.



Source : economiesuisse, sur la base des indicateurs de compétitivité du WEF

Les facteurs décisifs de la qualité du site d'implantation peuvent se décrire sur le modèle d'une maison. L'environnement économique constitue les fondations de toute économie, avec, comme condition essentielle à l'activité économique, les institutions, les infrastructures, la technologie et la stabilité économique. Les habitants sont le capital humain. Les salariés doivent être capables de participer à la vie économique et sociale et de subvenir à leurs besoins de manière autonome. Il leur faut pour cela des portes et des accès, en l'occurrence les marchés, plateformes servant à l'échange régional et international de biens, de services et de bonnes idées. Enfin, un écosystème d'innovation met en réseau tous les domaines : Il permet aux innovations et aux progrès dans tous les domaines de déployer leurs effets et d'assurer un dynamisme sain.

Le bilan de la législature 2015–2019 laisse plutôt songeur

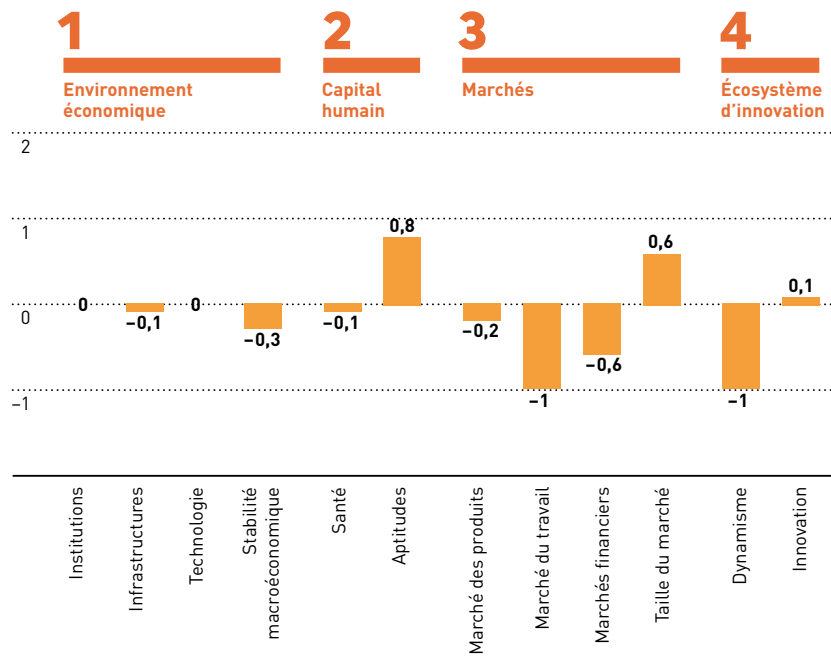
Ces quatre dernières années, la politique n'a pas réussi à améliorer la compétitivité de la Suisse, bien au contraire.

Les déterminants de la compétitivité nous fournissent un précieux instrument de mesure du succès de la politique économique suisse. Nous avons analysé plus de 100 dossiers de politique économique traités lors de la législature 2015–2019, afin de voir dans quelle mesure la politique nationale a amélioré ou détérioré la qualité de la place économique suisse (cf. encadré). Pour observer l'évolution de notre compétitivité au cours de cette dernière législature, chaque dossier a été examiné à travers le prisme des indicateurs du WEF.

Un coup d'œil rétrospectif sur la législature 2015–2019 place les observateurs devant un bilan plutôt décevant. Dans l'ensemble, l'attrait de la Suisse en tant que site d'implantation ne s'est pas amélioré. Le statu quo s'est maintenu. La figure 3 ne montre des progrès qu'aux rubriques des aptitudes et de la taille du marché, notamment grâce à la conclusion d'accords de libre-échange. Les projets d'avenir et les réformes urgentes n'ont même pas été mis en route, ou seulement sous la pression extérieure, quand ils n'ont pas coulé à mi-parcours. L'échec de la troisième réforme de l'imposition des entreprises en est un exemple, échec qui a suscité une grande incertitude dans l'économie, surtout en matière de choix d'investissement. Bien que le projet de loi sur l'AVS, approuvé entre-temps par le peuple, ait mis un terme à ce flottement, ce long retard a déjà causé des dommages en relativisant l'un des avantages les plus importants que la place économique suisse pouvait offrir aux entreprises : la sécurité juridique.

Figure 3:
Bilan de la législature
**Évolution de la qualité comparative
de la place suisse entre 2015–2019,
mesurée à d'importantes décisions
de politique économique**

→ Bilan général plutôt décevant :
la législature 2015–2019
a surtout été marquée par une
stagnation ou des reculs.



Source : elections.ch

Méthodologie du bilan de législature

Notre enquête couvre une centaine de dossiers. Pour ceux-ci, économie-suisse a examiné la manière dont le résultat final (votation populaire, décision du Parlement ou du Conseil fédéral, par exemple) affecte la qualité de la place économique suisse. Nous avons utilisé une échelle allant de +3 (fortement positif) à -3 (fortement négatif). Les dossiers pour lesquels le statu quo est confirmé – comme celui de l'initiative « monnaie pleine », rejetée par le peuple – reçoivent la note 0.

La principale conclusion à tirer de cette analyse est que la politique porte une grande part de responsabilité dans la baisse de compétitivité de notre pays. Entre 2015 et 2019, en effet, elle n'a pas réussi à mettre en place le cadre nécessaire pour rendre la Suisse plus compétitive. Le recul dans le classement du WEF est la preuve évidente du retard que prend progressivement notre pays.

→ Comment prendre soin de la prospérité en Suisse ?

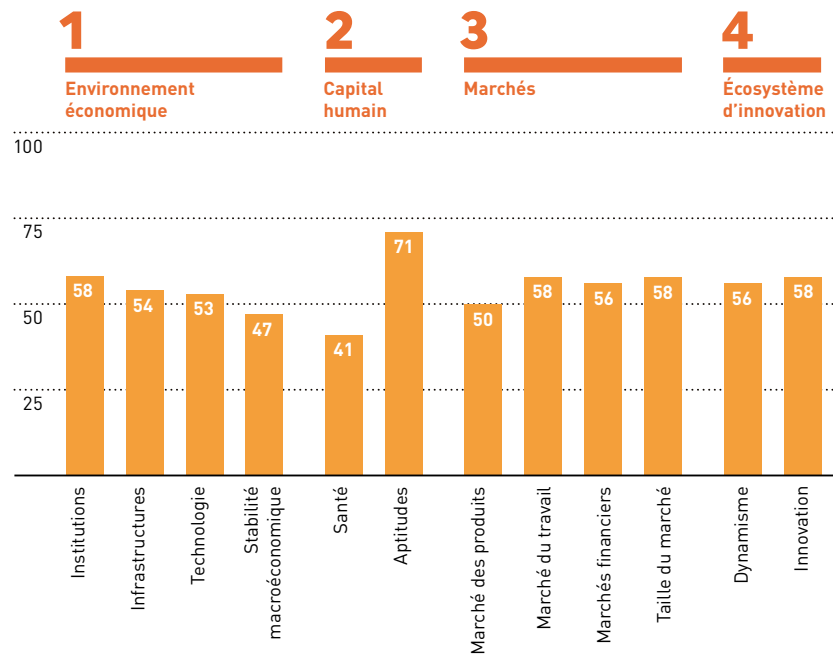
De nouvelles impulsions de politique économique sont nécessaires. Une bonne politique économique garantit les meilleures conditions-cadre possibles aux entreprises qui veulent investir et créer des emplois en Suisse. Quelle contribution concrète la politique économique peut-elle apporter à la compétitivité de la Suisse ? Comment éviter que le pays ne se fasse distancer ? Et quels sont les plus grands défis de la législature 2019–2023 ?

Les perspectives de la législature présentent un potentiel d'optimisation

Nous avons sondé les candidats aux élections fédérales 2019 au sujet des dossiers de politique économique les plus importants pour la nouvelle législature (cf. « Perspectives de la législature 2019–2023 »). Les résultats de l'enquête montrent qu'il existe encore une marge d'optimisation importante au sein du nouveau Parlement pour parvenir à une politique économique compétitive. Comme on le voit dans la figure 4, les parlementaires élus se préoccupent certes partiellement de la compétitivité, mais pas complètement. Une valeur de 100 signifierait une prise en considération pleine et entière. Les fondations sont néanmoins solides : Sur le fond, le nouveau Parlement prône des conditions-cadre favorables à l'économie, de sorte qu'aucune détérioration significative n'est à craindre à ce niveau-là. Pourtant, si elle veut accroître sa compétitivité, la Suisse doit se doter d'une politique économique efficace et durable mais aussi chercher systématiquement à améliorer ses conditions-cadre. La présente boussole 2023 de politique économique passe en revue, ci-après, les principaux leviers à actionner durant la législature 2019–2023.

Figure 4:
Perspectives de la législature
2019–2023
**Potentiel pour une politique
économique compétitive**

→ En dépit de fondations solides, il existe une importante marge d'optimisation sur de nombreuses questions de politique économique.



Source : elections.ch

Méthodologie des perspectives de la législature

Sur le portail www.elections.ch, nous avons mis à la disposition des candidats aux élections fédérales 2019 un questionnaire reprenant les 34 principaux dossiers de politique économique de la législature 2019–2023. Quelque 330 candidats, tous partis confondus, ont participé à l'enquête. Quand une réponse allait dans le sens de la compétitivité, nous avons donné 100 points. Nous avons analysé les réponses, les avons pondérées en fonction de la répartition actuelle des sièges et les avons attribuées à l'un des douze piliers de la compétitivité du WEF. Nous nous sommes fondés sur la moyenne des parts des sièges du Conseil national et du Conseil des États. Les valeurs peuvent varier entre 0 (toutes les décisions sur des dossiers importants de politique économique détériorent la compétitivité relative) et 100 (toutes les décisions sur des dossiers importants de politique économique améliorent la compétitivité relative). Les valeurs des colonnes indiquent donc le potentiel d'une politique économique compétitive et montrent dans quelle mesure le nouveau Parlement est prêt à renforcer la compétitivité de la place économique suisse.

→ Boussole 2023 de politique économique

1

Un système fédéral qui fonctionne bien est important pour l'économie – des solutions décentralisées et orientées vers le citoyen font également leurs preuves dans de nombreux domaines pour les entreprises.

Environnement économique : préserver les forces

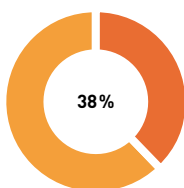
Une politique économique efficace met en place des conditions-cadre qui permettent aux entreprises de planifier des investissements à long terme dans une économie de marché viable. La Suisse s'appuie sur des bases solides : la sécurité juridique, le fédéralisme, des conditions sociales et politiques stables, une politique financière et fiscale compétitive et une politique monétaire indépendante. Ces différents facteurs sont fondamentaux pour le succès économique à long terme de notre pays. Ces facteurs de succès doivent être préservés également à l'avenir.

Fédéralisme fort

Le fédéralisme est l'une des clés du succès de la Suisse. Actuellement, les communes et les cantons établissent leur planification financière et fixent leurs taux d'imposition conformément à la Constitution et à la loi. En vertu du principe fédéral de la subsidiarité, la Confédération n'assume que les tâches que les cantons eux-mêmes ne peuvent accomplir. Les administrations peuvent ainsi travailler plus efficacement, la charge fiscale reste modérée et les décisions politiques bénéficient d'une meilleure acceptation au sein de la population. Grâce à une répartition claire des tâches et des responsabilités entre les différents niveaux de l'État, les recettes fiscales peuvent être utilisées efficacement et de manière ciblée et les doublons, les incitations inopportunes et les dépendances coûteuses peuvent être évités.

Faut-il limiter la concurrence fiscale entre les cantons ?

Approbation au Parlement



Une restriction de l'autonomie fiscale des cantons, par l'introduction de taux d'imposition cantonaux minimaux par exemple, fait actuellement l'objet de nombreuses discussions. Une harmonisation fiscale matérielle empêche cependant toute adaptation de la politique fiscale aux conditions locales et entraîne ainsi une charge fiscale plus élevée à moyen terme. Le fédéralisme fiscal est aujourd'hui profondément ancré en tant que principe central de l'État suisse ; il est complété par la péréquation fiscale de la Confédération. L'économie suisse s'engage à maintenir la concurrence fiscale entre les cantons à l'avenir également.

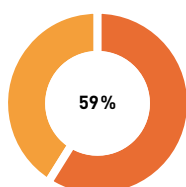
Seule une Banque nationale suisse indépendante peut se concentrer sur son mandat le plus important, à savoir assurer la stabilité des prix dans notre pays.

Banque nationale suisse indépendante

La crédibilité de la Banque nationale suisse (BNS) est cruciale pour une politique monétaire solide et couronnée de succès. Son indépendance politique est une condition indispensable à cette fin. La politisation de la politique monétaire pourrait avoir de graves conséquences sur la capacité d'action de la BNS et nuire durablement à sa réputation. La BNS n'est à même de mettre en œuvre ses mesures sur les marchés financiers de manière crédible que si les acteurs du marché sont convaincus qu'elle ne cèdera pas aux pressions politiques même en présence de mesures impopulaires.

Approuvez-vous la création d'un fonds souverain suisse ?

Approbation au Parlement



Il a souvent été proposé d'utiliser les ressources de la Banque nationale pour créer un fonds souverain qui servirait à financer différents projets. Une majorité au sein du nouveau Parlement n'est pas opposée à cette revendication. **economiesuisse rejette clairement la création d'un fonds souverain, car un tel fonds compromettrait l'indépendance de la Banque nationale suisse. Les parlementaires devraient garder à l'esprit que toute perte d'indépendance affaiblit la banque centrale et donc la Suisse, car la stabilité des prix sera tôt ou tard sacrifiée à la volonté politique.**

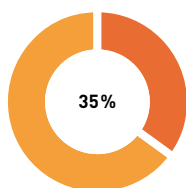
Des finances publiques saines sont une base essentielle pour un État fort et capable d'agir.

Finances durables

Des finances saines ne sont pas une fin en soi, mais une condition indispensable pour le succès économique de notre pays : L'endettement et la charge d'intérêts sont raisonnables, la charge fiscale est modérée et la capacité d'action de l'État est préservée. Une politique financière durable garantit également la marge de manœuvre des générations futures. Il est donc essentiel que les dépenses publiques ne croissent pas plus vite que l'économie à long terme. Avec le frein à l'endettement, la Suisse dispose d'un instrument central pour atteindre un minimum de stabilité budgétaire.

Soutenez-vous un assouplissement du frein à l'endettement ?

Approbation au Parlement



Les demandes d'ajustement du frein à l'endettement sont récurrentes : exceptions pour les investissements, ajustements au niveau du compte de compensation, utilisation des reliquats de crédit pour des dépenses plus élevées ou mesures conjoncturelles. Elles conduisent toutes à un assouplissement des règles, compliquent le système et l'exposent au moins en partie à une influence politique. C'est pourquoi **economiesuisse prône le maintien du frein à l'endettement sous sa forme actuelle et rejette tout assouplissement. Il n'est pas nécessaire de procéder à des ajustements et il n'existe d'ailleurs pas de solutions ayant prouvé leur supériorité dans la pratique.**

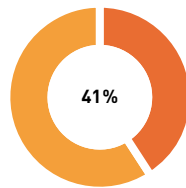
La poursuite du développement des infrastructures en fonction de la demande exige du temps, de l'espace et de l'argent – et davantage de concurrence ainsi qu'une orientation plus marquée sur le marché.

Des infrastructures performantes

Que ce soit dans les transports, l'énergie ou les télécommunications, la Suisse a besoin d'infrastructures de qualité élevée qui soutiennent l'évolution économique du pays. La mise en place de ces infrastructures est une tâche conjointe de l'État et de l'économie. Pour étendre les capacités, il convient de rester attentif aux besoins des entreprises et de la population. Des priorités doivent être fixées en conséquence. Chaque infrastructure a besoin du plus haut degré d'autofinancement possible. L'État définit les conditions-cadre de telle sorte que les différents modes de transport, sources d'énergie et prestataires de services de télécommunication puissent se développer et s'améliorer dans un environnement concurrentiel.

La Suisse doit-elle renoncer à une libéralisation complète du marché de l'électricité ?

Approbation au Parlement



Actuellement, la Suisse n'a ouvert que partiellement le marché de l'électricité aux gros consommateurs. L'ouverture du marché de l'électricité permettrait pourtant de réduire les distorsions du marché. Elle garantirait également la liberté de choix et créerait l'égalité des chances pour les producteurs et leurs clients. Pour de nombreuses entreprises, les prix de l'énergie sont un facteur concurrentiel important, en particulier au niveau international. En outre, l'ouverture du marché a renforcé la concurrence entre les fournisseurs. Toutefois, l'ouverture du marché devrait également favoriser l'innovation et encourager de nouveaux modèles d'affaires. C'est pourquoi economiesuisse s'engage en faveur d'une libéralisation cohérente du marché de l'électricité.

2

Capital humain : prêts pour l'avenir

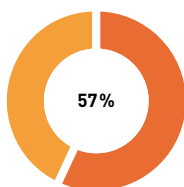
Un marché du travail ouvert et flexible contribue largement à la prospérité de la Suisse. Les entreprises peuvent trouver la main-d'œuvre dont elles ont besoin pour se développer et les travailleurs profitent d'une offre de postes attrayante. Grâce à la flexibilité du marché du travail, les entreprises créent constamment de nouveaux emplois. La population n'est confrontée qu'à un faible taux de chômage. La qualité de la formation et de la recherche en Suisse est d'ailleurs la clé du progrès. Pour rester attrayante à l'avenir, la Suisse doit suivre l'évolution du marché du travail et de la société et continuer à offrir les meilleures conditions-cadre possibles aux employeurs et aux salariés.

La flexibilité du marché du travail est un atout majeur pour la Suisse.

Un marché du travail flexible

En Suisse, le marché du travail fonctionne mieux que dans tous les autres pays ou presque. La plupart des pays du monde nous envient notre faible taux de chômage et nos salaires élevés. Ce succès ne tombe pourtant pas du ciel : La flexibilité du marché du travail constitue une base importante. La situation deviendra plus difficile pour les entreprises dans les décennies à venir, à mesure que la main-d'œuvre potentielle se fera plus rare. Au cours des vingt prochaines années, les babyboomers prendront leur retraite. Comme le nombre de jeunes qui entrent dans la vie active est considérablement plus faible, il y aura une pénurie de main-d'œuvre en Suisse au cours de la prochaine décennie. Cette situation deviendra de plus en plus problématique pour la société suisse. Selon l'Office fédéral de la statistique, il existe aujourd'hui un potentiel non exploité de 830 000 travailleurs environ. Ce potentiel doit être mieux mobilisé à l'avenir. Nous devons également veiller à ce que les travailleurs étrangers qualifiés continuent d'avoir accès au marché suisse du travail à l'avenir.

Soutenez-vous un relèvement de l'âge de la retraite pour les femmes et les hommes ?
Approbation au Parlement



Aujourd'hui, les gens vivent jusqu'à un âge plus avancé que par le passé. Toutefois, le monde du travail et le système de retraite n'ont pas encore été suffisamment adaptés à l'allongement de l'espérance de vie. Les conséquences pourraient être graves : D'une part, notre système de retraite connaît déjà de graves difficultés financières ; d'autre part, l'économie sera à l'avenir confrontée à une pénurie de main-d'œuvre expérimentée et compétente. Face à ces défis démographiques, l'économie suisse appelle de ses vœux une combinaison équilibrée de mesures fiscales et structurelles. De plus, les entreprises doivent faire davantage pour préserver le savoir-faire et l'expérience des travailleurs âgés. Cette position pourrait également avoir des chances au Parlement. Mais pour qu'un relèvement de l'âge de la retraite allège la charge des assurances sociales et se traduise par une augmentation du taux d'activité, celui-ci ne doit pas être dilué par des mesures de compensation disproportionnées.

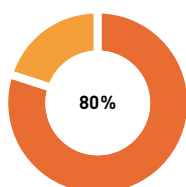
Les dépenses de formation sont un investissement dans l'avenir – elles doivent donc être orientées vers des objectifs à long terme.

Excellence du système de formation

Pour l'économie et la société, le système de formation joue un rôle absolument fondamental. La Suisse politique, culturelle et économique n'existerait pas sans une relève au bénéfice d'une solide formation et dotée d'un esprit d'innovation. La Suisse doit sa force à une école primaire de haute qualité, une forte proportion de formations axées sur le marché du travail et d'excellentes hautes écoles.

Faut-il donner la priorité aux dépenses pour la formation, la recherche et l'innovation par rapport à celles pour l'agriculture, l'aide au développement et l'armée ?

Approbation au Parlement



Les deux tiers des ressources fédérales sont fortement liées. Les moyens restants sont limités. Le secteur « Formation, recherche et innovation » (FRI) est l'un des rares domaines politiques avec peu de fonds liés. Sachant que les investissements dans la formation et la recherche portent leurs fruits à long terme, l'économiesuisse s'engage à faire en sorte qu'à l'avenir, ils restent prioritaires en termes de croissance des dépenses par rapport aux dépenses moins importantes d'un point de vue économique. Le Parlement est ouvert à cela : Donner la priorité au domaine FRI n'est cependant possible que si, en contrepartie, les intérêts particuliers sont systématiquement mis de côté dans les projets concrets.

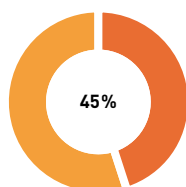
Un système de santé durable et abordable implique davantage de transparence et de concurrence.

Un système de soins de santé axé sur la qualité

Le système de santé suisse est l'un des plus chers au monde, mais se caractérise en même temps par une qualité élevée. L'État exerce une forte influence réglementaire sur le système de santé. L'évolution à long terme des coûts dans le système de santé suisse est une source de préoccupation non seulement pour les contribuables et les payeurs de primes, mais aussi pour l'économie. Pour des raisons économiques, l'augmentation des coûts doit absolument être maîtrisée. D'autre part, les progrès de la technologie médicale et le vieillissement de la population offrent des opportunités de croissance substantielles pour le secteur de la santé. Ces possibilités devraient être pleinement exploitées dans l'intérêt des patients, mais aussi dans ceux de la création de valeur matérielle et de l'emploi.

Faut-il plafonner les coûts annuels de l'assurance maladie obligatoire (AOS) ?

Approbation au Parlement



Un plafonnement des coûts de l'assurance maladie obligatoire est actuellement à l'étude. Un rapport d'experts commandé par le Conseil fédéral a recommandé un tel instrument en 2017 (valeur cible pour les coûts) et le PDC collecte actuellement des signatures pour son initiative populaire en faveur d'un « frein aux coûts de la santé ». Le Parlement ne semble pas être opposé à l'idée d'un frein aux coûts, parce qu'à première vue il semble indolore. Mais un tel frein n'est pas réalisable dans le système complexe des soins de santé, car il entraînerait inévitablement des files d'attente et un rationnement des soins. l'économiesuisse rejette une telle mesure. Les mesures axées sur la qualité et les conventions d'objectifs ont plus de sens et sont plus efficaces.

3

Marchés : le courage d'aller de l'avant avec l'ouverture des marchés

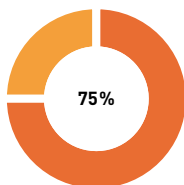
La prospérité de la Suisse repose fortement sur l'ouverture de ses marchés et l'interconnexion internationale de son économie. En tant que nation exportatrice et site de recherche, elle est tributaire d'un excellent accès aux marchés étrangers et d'une main-d'œuvre hautement qualifiée. En tant que petit pays exportateur axé sur l'innovation, la Suisse ne peut cependant pas s'affirmer par le poids de son marché, mais dépend de la réglementation contractuelle de l'accès aux marchés étrangers. Dans un tel environnement, il faut donc beaucoup de courage pour faire preuve d'ouverture.

Compte tenu de la grande importance économique de la voie bilatérale, la Suisse est fondamentalement tributaire de bonnes relations avec l'Union européenne.

Accords bilatéraux avec l'UE

Par sa position au cœur de l'Europe, la Suisse se doit de rester en bonne intelligence avec les États de l'Union européenne. Pouvoir accéder sans restriction au marché intérieur de l'UE avec ses 500 millions de consommateurs est indispensable pour les entreprises suisses. L'économie suisse profite à de nombreux égards des accords bilatéraux conclus avec l'UE, de loin notre principal partenaire commercial. Les avantages économiques des accords bilatéraux d'accès aux marchés sont incontestablement d'une grande importance et se chiffrent à 20 à 30 milliards de francs par an. La Suisse a tout intérêt à ce que ces relations reposent sur des bases juridiques solides. Sans une relation réglementée avec l'UE, la valeur des accords d'accès aux marchés existants risque de s'éroder et nous risquons de barrer la voie à d'autres précieux accords.

Approuvez-vous un accord institutionnel avec l'UE pour préserver et développer les relations bilatérales ?
Approbation au Parlement



La politique européenne de la Suisse va prendre un tournant important dans les mois à venir : La décision pour ou contre le projet d'accord-cadre avec l'UE porte sur l'avenir économique de la voie bilatérale – et donc sur le positionnement de la Suisse en tant que place économique européenne. Les deux tiers environ des parlementaires semblent ouverts à cet accord. Mais l'approbation ne doit pas être subordonnée à de nombreuses conditions strictes. Comme pour tout processus de négociation, des compromis sont nécessaires. Le présent projet est le fruit de négociations réussies, avec de nombreux avantages pour notre pays. C'est pourquoi economiesuisse soutient la conclusion d'un accord institutionnel avec l'UE sur cette base.

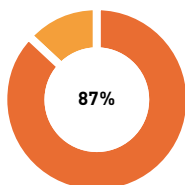
En tant que pays exportateur, la Suisse doit s'engager encore davantage en faveur de l'ouverture des marchés.

Libre-échange

Le marché helvétique est petit. Cela oblige les entreprises suisses à s'imposer sur les marchés internationaux malgré des coûts de production relativement élevés. Quelque 40 % de la valeur ajoutée brute de la Suisse proviennent de l'exportation de biens et de services. Le meilleur accès possible aux marchés mondiaux est ainsi essentiel pour les entreprises suisses.

La Suisse doit-elle conclure d'autres accords de libre-échange et moderniser les accords existants ?

Approbation au Parlement



Le cloisonnement des marchés est actuellement à la mode : Alors que le commerce mondial stagne, le nombre de mesures protectionnistes a fortement augmenté à travers le monde. En l'absence de nouvelles mesures de libéralisation au niveau multilatéral dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les accords bilatéraux de libre-échange gagnent en importance. La Suisse dispose déjà d'un vaste réseau d'accords de libre-échange. economiesuisse s'engage à les adapter en permanence aux exigences actuelles et à les compléter par de nouveaux accords. Les partenaires intéressants pour de nouveaux accords sont notamment les États-Unis ou les marchés émergents comme le Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay), l'Inde, le Vietnam ou la Malaisie.

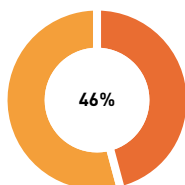
La place économique suisse doit rester attractive et ouverte aux investisseurs étrangers.

Un site d'investissement ouvert

Les investissements étrangers sont un facteur de succès clé pour une économie suisse ouverte qui se distingue par une très forte interconnexion mondiale. Les investissements directs contribuent à doter l'économie de capitaux suffisants, assurent plus d'un emploi sur dix en Suisse et renforcent aussi bien le dynamisme des exportations que l'attrait de la place économique suisse et la capacité d'innovation de notre pays. La prospérité et la compétitivité ne dépendent pas de la structure de propriété des entreprises locales : Il ne s'agit pas de renforcer le contrôle de investissements étrangers, mais d'améliorer les conditions-cadre politiques pour l'activité des entreprises en Suisse.

La Suisse devrait-elle introduire un contrôle étatique des investissements et créer une autorité de contrôle ?

Approbation au Parlement



Face à divers rachats d'entreprises par des sociétés et des fonds souverains chinois, les appels en faveur d'un contrôle accru des investissements étrangers se sont intensifiés en Suisse. Les flux d'investissements étrangers en Suisse devraient être réglementés plus strictement et, si nécessaire, interdits si cela met en danger l'ordre public et la sécurité nationale. Le Parlement a certaines sympathies pour de telles idées. La Suisse dispose déjà d'instruments efficaces pour une protection ciblée des infrastructures et des entreprises particulièrement importantes pour l'économie nationale. economiesuisse rejette donc clairement tout contrôle des investissements par l'État.

4

Écosystème d'innovation : créer des libertés

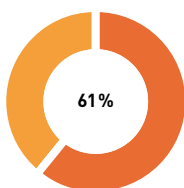
Un État doté de structures allégées ouvre la voie à l'entrepreneuriat privé pour le bien de tous.

La liberté d'entreprendre constitue le fondement même du succès économique de la Suisse. La concurrence doit jouer et les bonnes idées doivent pouvoir s'imposer. Afin de garantir le fonctionnement de notre économie de marché, il est nécessaire d'examiner en permanence quels services doivent être fournis par l'État et quelles prestations doivent être proposées par le secteur privé. En effet, les bonnes idées ont besoin de liberté pour se développer.

La liberté d'entreprendre

Quelles entreprises suisses sont aux mains de l'État et que font réellement ces entreprises ? Il est difficile de répondre à cette question aujourd'hui, car plus de la moitié des prix sont désormais influencés par l'État. Plus d'un cinquième des actifs appartiennent à l'État, qui à son tour fournit un tiers environ de tous les emplois et redistribue plus de 42 % de la création de valeur totale. Selon la Constitution, la tâche de l'État se limite toutefois à créer des conditions favorables pour l'économie privée. Les interventions de l'État doivent se limiter aux domaines où le marché est en échec. Même dans ce cas, la réglementation correspondante doit toutefois être aussi souple et proche de la pratique que possible.

Faut-il empêcher l'avancée d'entreprises étatiques ou proches de la Confédération dans des branches du secteur privé ?
Approbation au Parlement



En Suisse, les sociétés étatiques ne sont plus seulement actives là où le marché est défaillant, et ce depuis belle lurette. L'entreprise d'armement étatique Ruag, par exemple, détient une participation dans une entreprise d'élimination des déchets, les CFF ont créé leur propre compagnie d'assurance et La Poste Suisse et Swisscom exploitent des entreprises actives dans le domaine de la santé. Le financement des entreprises publiques n'est pas à la charge de la politique, mais de la société dans son ensemble. Il ne faut pas oublier que l'État et les entreprises proches de l'État faussent la concurrence de façon inéquitable. *economiesuisse* s'engage à enrayer cette tendance. Il appartient au nouveau Parlement de mettre enfin un terme à la nationalisation rampante des entreprises privées.

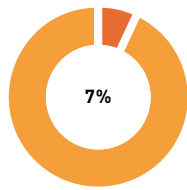
Les instituts de recherche doivent être ouverts et posséder un bon réseau international – la Suisse ne pourra rester un leader de l'innovation au niveau mondial qu'à cette condition.

Un pôle de recherche de pointe

L'excellence de la formation et de la recherche est l'une des clés du progrès. Elle constitue la base de la forte capacité d'innovation de notre pays. La Suisse ne peut être un leader international de l'innovation si elle ne dispose pas d'une recherche solide. Pour un petit pays comme la Suisse, il est particulièrement important de pouvoir bénéficier du capital de savoir accumulé à l'étranger. Les instituts de recherche implantés en Suisse doivent donc être ouverts et travailler en réseau à l'échelle internationale. Mais attention, les innovations ne sont pas créées sur la planche à dessin de l'administration. S'il est impossible de planifier les découvertes et les bonnes idées, il est possible de les favoriser en créant un environnement stable sur la durée et en offrant de vastes marges de manœuvre. Comme les investissements dans la formation et la recherche ne portent leurs fruits qu'à long terme, ils ne devraient jamais être subordonnés à des intérêts politiques à court terme.

La Suisse devrait-elle renoncer à participer au nouveau programme de recherche de l'UE (Horizon Europe) ?

Approbation au Parlement



L'objectif du 8^e programme-cadre de recherche de l'UE, intitulé « Horizon Europe », a pour objectif de promouvoir des idées de recherche innovantes et leur transposition en produits et services commercialisables susceptibles d'améliorer la compétitivité de l'Europe. La participation au plus grand programme de recherche du monde est cruciale pour l'attractivité du pôle de recherche suisse et donc pour la compétitivité de notre place économique. Sans cette association, la Suisse risque de subir des désavantages considérables en tant que site de recherche. *economiesuisse* soutient par conséquent sa participation à Horizon Europe.

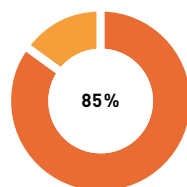
Le succès d'une politique climatique repose sur la capacité d'innovation des entreprises et sur des mesures globales.

Une politique climatique favorable à l'innovation

Le changement climatique est un défi mondial. Dans sa politique climatique, la Suisse s'est engagée à réduire ses émissions de 50 % d'ici à 2030 (année de référence 1990). La moitié des réductions doivent avoir lieu en Suisse. Près de 65 % de la consommation finale d'énergie actuelle de la Suisse concernent encore des combustibles fossiles. L'abandon complet des sources d'énergie fossile ne sera vraisemblablement possible qu'avec des mesures drastiques. Une approche coordonnée à l'échelle internationale laissant de la place aux solutions entrepreneuriales, ouverte aux nouvelles technologies et créant des conditions-cadre favorables à l'innovation est donc requise.

Souhaitez-vous que toutes les entreprises intéressées puissent conclure une convention d'objectifs où elles s'engagent à réduire leurs émissions et obtiennent en contrepartie un remboursement de la taxe sur le CO₂ ?

Approbation au Parlement



L'abandon des combustibles fossiles est une préoccupation majeure. Cependant, la date de sortie de 2050 a été choisie arbitrairement et constitue une atteinte excessive à la liberté économique. L'objectif fixé aujourd'hui est déjà très ambitieux. Une interdiction totale réduirait la flexibilité nécessaire pour rendre la transition vers une ère de faibles émissions de carbone économiquement supportable et donc non dommageable pour la prospérité du pays. Une alternative consiste à conclure des conventions d'objectifs pour la protection du climat, en combinaison avec une taxe modérée sur le CO₂. Le succès de ces mesures s'est déjà confirmé. Les engagements à réduire les émissions sont prometteurs sur le plan écologique comme sur le plan économique. La réduction des émissions de CO₂ ou des dépenses énergétiques par le biais de conventions d'objectifs permet aussi d'économiser des coûts et de rester compétitif au niveau international. C'est pourquoi *economiesuisse* se mobilise pour que toutes les entreprises aient la possibilité de s'engager à réduire leurs émissions et de se faire rembourser la taxe sur le CO₂.

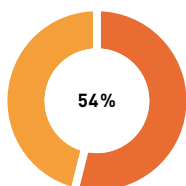
La numérisation est la base sur laquelle se construit l'avenir – elle a besoin d'espace pour se développer.

Une numérisation d'avenir

Au lieu de discuter d'une taxation fiscale pénalisante pour les caisses de self-scanning, de taxes sur le numérique, d'interdictions du courrier électronique à partir de 19 heures ou du blocage des réseaux pour les concurrents étrangers indésirables, la politique, les entreprises, les milieux scientifiques et la société devraient aborder les questions essentielles ensemble. Le succès futur de notre pays dépendra dans une large mesure de notre capacité à relever les défis liés à la numérisation de manière positive, ouverte et avec beaucoup de confiance en nous.

Soutenez-vous l'introduction en Suisse d'une imposition spéciale pour l'économie numérique ?

Approbation au Parlement



Selon des principes établis en droit fiscal international, l'imposition des bénéfices a lieu là où la valeur ajoutée est générée, c'est-à-dire là où les programmeurs, les développeurs de logiciels et les analystes de données travaillent – et non sur le lieu de consommation. La TVA est au contraire due sur le lieu de consommation. Toutefois, certains pays souhaiteraient également taxer plus lourdement sur le lieu de consommation les bénéfices des entreprises actives au niveau international, via des taxes spéciales sur le chiffre d'affaires généré par les services numériques ou en introduisant une obligation fiscale en cas de présence purement numérique par exemple. Economiesuisse rejette ces tentatives certes populaires, mais problématiques. Des impôts spéciaux sur le numérique calculés sur le chiffre d'affaires constituent non seulement une rupture fondamentale avec le système actuel d'imposition des sociétés, mais aurait également de graves conséquences pour le substrat fiscal de la Suisse.

→ Conclusion : De retour en tête grâce à la politique économique !

La législature 2015–2019 fut globalement placée sous le signe de l'immobilisme. Le recul de la compétitivité de la Suisse face à l'étranger en est le prix à payer aujourd'hui. Une fois de plus, il s'avère qu'un pays qui évolue dans sa zone de confort évite des erreurs grossières, dans le meilleur des cas, mais empêche aussi le progrès. Dans un monde en transformation, la stagnation est finalement toujours synonyme de régression. C'est pourquoi il faut s'employer sans relâche à améliorer la qualité de la place économique suisse.

→ Préserver nos atouts

La Suisse peut s'appuyer sur des fondations stables : Un environnement compétitif et stable constitue la condition préalable au succès économique à long terme de notre pays. Sur la scène internationale, nous continuons de faire partie des premiers. Mais même des fissures en apparence petites dans les fondations peuvent avoir de graves conséquences. L'idée d'un fonds souverain peut ainsi paraître séduisante à première vue. Mais elle viole les principes fondamentaux de la politique économique suisse. De telles attaques contre l'indépendance de la Banque nationale suisse ou contre le fédéralisme fiscal doivent être clairement combattues. La politique ferait bien d'être intransigente sur ces principes.

→ Se préparer pour l'avenir

La Suisse est prospère grâce à ses atouts. La Suisse et sa population doivent se préparer pour l'avenir. En 2030, 53% des 25–64 ans seront titulaires d'un diplôme du degré tertiaire. Les transferts d'emplois vers des branches axées sur la technologie et à forte intensité de connaissances se poursuivent. Simultanément, les plus de 60 ans constituent le groupe d'âge avec la plus forte croissance, et le potentiel de main-d'œuvre en Suisse s'amenuise. La politique doit donc continuer à investir dans la formation. Les structures doivent également devenir plus flexibles : Il faut abolir l'âge de la retraite fixe au niveau actuel ou des quotas fixes pour les ressortissants de pays tiers diplômés d'une haute école en Suisse.

→ **Avoir le courage de s'ouvrir au monde**

En tant que pays exportateur, la Suisse est profondément ancrée dans l'économie mondiale. Dans un environnement de plus en plus instable et incertain du fait des conflits commerciaux internationaux, la stabilité de nos relations avec nos principaux partenaires commerciaux est cruciale. La Suisse joue la montre dans le dossier de l'accord-cadre avec l'UE. La politique ne doit pas se faire d'illusions, c'est tout le dispositif des accords bilatéraux qui est en jeu. Notre approbation ne doit donc pas être subordonnée à une pléthore de conditions strictes. Il faut avoir le courage de reconnaître les compromis qui ont été obtenus et conclure l'accord institutionnel avec l'UE.

→ **Créer des marges de manœuvre**

Une économie et un mode de vie durables influent de plus en plus sur l'agenda politique. La durabilité ne peut cependant pas être ordonnée par l'État. Elle résulte au contraire d'incitations économiques et sociales. Seul un État svelte crée une marge de manœuvre pour l'entrepreneuriat privé, pour le bénéfice de tous. On le voit dans l'exemple de la politique climatique : L'abandon pur et simple des énergies fossiles d'ici à 2050, comme le demandent certains, mettrait grandement en péril notre prospérité. Les questions environnementales exigent elles aussi une approche coordonnée à l'échelle internationale. Cette approche doit accorder une place aux solutions d'entreprise, être ouverte à l'évolution technologique et reposer sur des conditions-cadre propices à l'innovation.



La politique doit sortir de sa zone de confort

Une économie qui tourne à plein régime est considérée aujourd'hui comme allant de soi. Pourtant, notre niveau élevé de prospérité n'est pas acquis. Nous devons rester compétitifs si nous voulons préserver notre prospérité à long terme. Les leviers à actionner en politique économique sont connus : Si la politique pose les bons jalons, elle peut faire beaucoup pour la prospérité de la Suisse.

Durant ces dernières années, la politique a globalement évolué dans sa zone de confort et reporté des décisions désagréables, mais nécessaires. Elle n'a pas relevé l'âge de la retraite ni abaissé le taux de conversion, alors qu'il est évident que ces mesures sont inévitables pour assurer les rentes à long terme et empêcher la redistribution injuste des jeunes vers les moins jeunes. Sur la question de l'accord institutionnel avec l'UE, de nombreux milieux se sont exprimés très tôt de manière tellement négative qu'il n'existait plus guère de marge de manœuvre pour discuter et parvenir à une entente. Ici aussi, la politique doit enfin sortir de sa zone de confort et faire le nécessaire pour que la Suisse reste compétitive.

Souhaitons aux milieux politiques d'en avoir le courage !

La présente publication paraît en français, en allemand et en italien.

Rédaction : Oliver Steimann, economiesuisse

Réalisation : Wernlis, grafische Gestalter, Bâle

Impression : DAZ Druckerei Albisrieden AG, Zurich

Édition : Décembre 2019

© economiesuisse 2019

economiesuisse

Fédération des entreprises suisses
1, carrefour de Rive
Case postale
CH-1211 Genève 3

economiesuisse

Verband der Schweizer Unternehmen
Hegibachstrasse 47
Postfach
CH-8032 Zürich

economiesuisse

Verband der Schweizer Unternehmen
Spitalgasse 4
Postfach
CH-3000 Bern

economiesuisse

Federazione delle imprese svizzere
Via S. Balestra 9
Casella postale 5563
CH-6901 Lugano

economiesuisse

Swiss Business Federation
168, avenue de Cortenbergh
B-1000 Bruxelles